

Jeunes écervelés et vieux gauchistes

L'invité

Christophe Raymond

Directeur du Centre patronal



Il est rare qu'une initiative populaire fasse autant parler d'elle deux ans avant son passage en votation populaire. C'est l'exploit réalisé par les Jeunes socialistes avec leur texte intitulé «Pour l'avenir», qui vise à instituer un impôt fédéral sur les successions et les donations. Leur proposition est ciblée sur une frange très limitée de contribuables, puisqu'elle prévoit de ponctionner la moitié des patrimoines qui dépassent 50 millions de francs, y compris s'il leur venait à l'idée de quitter la Suisse avant l'acceptation de l'initiative. Le texte est placé sous le slogan «Taxer les riches, sauver le climat». Le produit de l'impôt serait en effet destiné à financer d'obscures mesures de «transformation écologique de l'économie».

La majesté de la cause n'efface pas la stupidité du projet. Dans la grande majorité des cas, l'impôt frapperait en effet des personnes dont la fortune est constituée de l'entreprise dont elles sont propriétaires. Leurs héritiers n'auraient tout simplement pas d'autre choix que de vendre tout ou partie de cet outil de travail afin de pouvoir s'acquitter de la facture.

Le méchant Peter Spuhler, qui a fait de l'entreprise Stadler Rail un géant helvétique employant

des milliers de personnes dans la fabrication de matériel ferroviaire (un fossoyeur du climat, donc), a expliqué publiquement que l'initiative «Pour l'avenir» coûterait à ses héritiers entre 1,5 et 2 milliards de francs d'impôts. Alors de deux choses l'une.

Ou bien il s'empressera de s'exiler vers des cieux fiscaux moins rapaces, entraînant sur la durée des pertes fiscales spectaculaires pour son pays, son canton et sa commune, sans compter un éloignement du siège historique de la société, ce qui n'est jamais très prometteur pour le site en question. Ou alors ses héritiers devront payer l'impôt projeté par nos jeunes ahuris, ce qu'ils ne pourront faire qu'en vendant tout ou partie du capital de la société. Au vu des montants en jeu, le rachat des actions a toutes les chances d'aboutir entre les mains d'on ne sait quel investisseur mondialisé, tout en provoquant une sérieuse déstabilisation de l'entreprise. Dans les deux hypothèses, le résultat final s'avérerait donc calamiteux.

Le plus désespérant dans cette affaire est de constater le silence assourdissant des aînés de nos jeunes socialistes, responsables syndicaux compris, qui seraient inspirés d'instiller quelques notions d'économie à leurs jouteurs. Mais tout ce petit monde préfère probablement attendre que les entreprises touchées licencient ou délocalisent, afin d'organiser des cortèges pour geindre sur les méfaits du grand capital. On leur conseille de répéter leurs slogans sur l'air d'une chanson de Georges Brassens qui n'a pas pris une ride: «Le temps ne fait rien à l'affaire»...